



Qualiconsult®

# Rapport Initial de Contrôle Technique

**DCE version 2**

*Annule et remplace le RICT DCE version 1 du 13/11/2023*

## **Manufacture des tabacs - Création d'un tiers lieu dans l'avant corps**

**UNIVERSITE LYON 3 JEAN MOULIN**

1 Avenue des Frères Lumière  
69008 LYON

N° d'affaire	Date rapport	Chrono affaire
061692300646	12/09/2024	3

**Chargé(e) d'affaire**  
Pierre MADER

## SOMMAIRE

---

<b>1. Renseignements généraux .....</b>	<b>3</b>
1.1 Affaire .....	3
1.2 Maîtrise d'Ouvrage .....	3
1.3 Maîtrise d'œuvre .....	3
1.4 Mission(s) de contrôle technique retenue(s) par le Maître d'Ouvrage .....	4
.....	4
<b>2. Renseignements particuliers .....</b>	<b>5</b>
2.1 Description sommaire de l'opération .....	5
2.2 Constitution et Classements .....	5
<b>3. Documents reçus .....</b>	<b>6</b>
<b>4. Documents à transmettre à Qualiconsult .....</b>	<b>7</b>
4.1 Avant la signature des marchés .....	7
4.2 Pendant la phase travaux et jusqu'à l'établissement du rapport final de contrôle technique .....	7
<b>5. Remarques préliminaires .....</b>	<b>8</b>
5.1 Avant la signature des marchés .....	8
5.2 Après la signature des marchés .....	8
5.3 Emploi de Techniques Non Courantes .....	8
5.4 Avant la fin des travaux (en cas de mission « PV ») .....	9
5.5 Limite de mission .....	10
5.6 Diffusion des documents produits par QUALICONCONSULT .....	10
<b>6. Nature et présentation des avis .....</b>	<b>11</b>
6.1 Avis favorables dans le cadre de la mission de QUALICONCONSULT .....	11
6.2 Avis suspendus ou défavorables .....	11
6.3 Formulation des avis .....	11
6.4 Commentaires « QC+ » .....	11
<b>7. Récapitulatif des avis défavorables .....</b>	<b>13</b>
<b>8. Récapitulatif des avis suspendus .....</b>	<b>14</b>

## 1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

### 1.1 Affaire

Désignation	Manufacture des tabacs - Création d'un tiers lieu dans l'avant corps				
Adresse	1 Avenue des Frères Lumière 69008 LYON				
Montant prévu des travaux (HT)	Communiqué	Date prévisionnelle de début de chantier	NC	Durée prévisionnelle de chantier en mois	NC

Permis de construire		
Récépissé de dépôt :		

### 1.2 Maîtrise d'Ouvrage

	Coordonnées	Diffusion
<b>Maître d'Ouvrage</b>	UNIVERSITE LYON 3 JEAN MOULIN - M. OLAGNON Guy 1 AVENUE DES FRERES LUMIERE CS 78242 69372 LYON CEDEX 08 Email : guy.olagnon@univ-lyon3.fr	Oui

### 1.3 Maîtrise d'œuvre

	Coordonnées	Diffusion
<b>Architecte</b>	Atelier Brailon - Mme Florence BRAILLON 69110 STE FOY LES LYON Email : florence@atelierbrailon.com	Oui
<b>Economiste</b>	DPG CO 69100 VILLEURBANNE Email : cgros@dpg-co.fr	Non
<b>BET Acoustique</b>	LASA - M. ROBERT 20 Boulevard Eugène Deruelle 69003 LYON 3EME ARRONDISSEMENT Téléphone : 0426994425   Email : robert@lasa.fr	Non
<b>Architecte intérieurs</b>	Aline Lopez intérieurs 69100 VILLEURBANNE Email : al.interieurs@outlook.com	Non
<b>Bet fluides</b>	DB INGENIERIE - M. Yoris HOARAU Quadrant 4 - 485, rue des Valets 01120 MONTLUEL Téléphone : 06.50.65.32.02   Email : yhoarau@db-ingenierie.fr	Oui

## 1.4 Mission(s) de contrôle technique retenue(s) par le Maître d'Ouvrage

<input checked="" type="checkbox"/>	<b>L</b>	Solidité des ouvrages et équipements indissociables
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>LP</b>	Solidité des ouvrages et équipements dissociables et indissociables (L+PI)
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>PS</b>	Sécurité des personnes en cas de séisme dans les constructions neuves
<input type="checkbox"/>	<b>PSE</b>	Sécurité des personnes en cas de séisme dans les constructions existantes
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>LE</b>	Solidité des existants
<input type="checkbox"/>	<b>AV</b>	Stabilité des avoisinants
<input type="checkbox"/>	<b>SH</b>	Sécurité des personnes dans les bâtiments d'habitation
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>SEI</b>	Sécurité des personnes dans les ERP-IGH
<input type="checkbox"/>	<b>STI</b>	Sécurité des personnes dans les bâtiments tertiaires et industriels
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>TH</b>	Isolation thermique et économies d'énergie
<input type="checkbox"/>	<b>PHH</b>	Isolation acoustique des bâtiments d'habitation
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>PHA</b>	Isolation acoustique des bâtiments autres qu'habitation
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>F</b>	Fonctionnement des installations
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>HAND</b>	Accessibilité des handicapés
<input type="checkbox"/>	<b>BRD</b>	Transports des brancards
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>GTB</b>	Gestion technique du bâtiment
<input type="checkbox"/>	<b>HYSH</b>	Hygiène et santé dans les bâtiments d'habitation
<input type="checkbox"/>	<b>HYSA</b>	Hygiène et santé dans les bâtiments autres qu'habitation
<input type="checkbox"/>	<b>ENV</b>	Environnement - ICPE (complément mission S)
<input type="checkbox"/>	<b>CO</b>	Coordination des missions de contrôle

Les missions de vérifications et d'attestations éventuellement souscrites par le Maître de l'Ouvrage font l'objet de rapports distincts de ceux relatifs aux présentes missions de contrôle technique relevant de la norme NF P 03-100.

## 1.5 Auteurs du rapport

Le présent rapport est validé par les vérificateurs mentionnés dans la liste ci-dessous :

## 2. RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

### 2.1 Description sommaire de l'opération

La présente opération porte sur la création d'un tiers lieu dans l'avant corps

L'établissement est une université de sciences humaines et sociales, avec les usages suivants : enseignement, recherche, administratif, restauration collective (1 RU et des cafétérias) et documentation.

Les bâtiments « historiques » sont identifiés par des ailes et pavillons allant de A à G.

La construction des extensions sur la rue Rollet date de 1996 à 2001. Ces bâtiments sont identifiés B1 à B5 ou BN1 à BN5.

Les locaux entrant dans le cadre de ce projet sont situés dans le sous-sol du corps ancien de la Manufacture des Tabacs rénové en 1996 (Aile C), pour la partie Bistro'U du CROUS ; et dans l'espace dénommé « avant-corps », situé sous la voie mode doux « Allée Hannah Arendt », longeant la façade ouest de la Manufacture des Tabacs

SSI : zonage impacté

- 1 zone d'alarme

- 1 zone de compartimentage

- 2 zones de désenfumage : une zone pour l'ensemble du tiers lieu / une zone pour une circulation

### 2.2 Constitution et Classements

- Etablissement(s) Recevant du Public**

Manufacture des tabacs	
<b>Activité Principale</b>	R
<b>Activité(s) Secondaire(s)</b>	L,N,S,W
<b>Catégorie</b>	Catégorie 1
<b>Origine classement</b>	Document de l'administration (préfecture, mairie, commission de sécurité)
<b>IGH</b>	Non
<b>IOP</b>	Non
<b>Description sommaire de l'établissement</b>	La présente opération porte sur la création d'un tiers lieu dans l'avant corps
<b>Nature et étendue de la mission</b>	SEI complète
<b>Nature et étendue des vérifications</b>	Ensemble de l'opération

### 3. DOCUMENTS REÇUS

---

Architecte

	N° lot	N° document	Libellé	Ind	Date
Autre	-	-	Dossier PRO-DCE	-	12/09/2024

## 4. DOCUMENTS À TRANSMETTRE À QUALICONCONSULT

---

### 4.1 Avant la signature des marchés

- Plans architecte modifiés, s'il y a lieu
- Descriptifs modifiés, s'il y a lieu

Et plus généralement tout document permettant à Qualiconsult d'avoir la connaissance complète du dossier soumis à son examen.

### 4.2 Pendant la phase travaux et jusqu'à l'établissement du rapport final de contrôle technique

Pendant la phase travaux, Qualiconsult doit se voir communiquer tout document graphique, fiche technique, rapport d'essai et autre justificatif lui permettant d'émettre ses avis. Ces documents doivent être adressés au plus tard 2 semaines avant exécution des ouvrages concernés.

## 5. REMARQUES PRÉLIMINAIRES

---

### 5.1 Avant la signature des marchés

Toute modification apportée au dossier de consultation des entreprises postérieurement à notre examen et avant signature des marchés, devra être portée à notre connaissance, pour avis.

La responsabilité de QUALICONSULT ne saurait être engagée au niveau de la conception du projet sur des éléments ou prestations modifiés sans son accord.

### 5.2 Après la signature des marchés

Tout changement par rapport aux documents de base ainsi que sur les matériaux prévus initialement, devra nous être signalé, de manière à ce que nous puissions donner notre avis sur les nouvelles dispositions.

Chaque entrepreneur est tenu d'effectuer un contrôle interne tel que prévu par la Loi 78-12 du 4 janvier 1978 et portant principalement sur la qualité des matériaux et leur mise en œuvre pendant les diverses phases d'exécution du chantier.

Les résultats de ces autocontrôles devront être communiqués à QUALICONSULT au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

### 5.3 Emploi de Techniques Non Courantes

Le Maître d'œuvre et les entreprises doivent **systématiquement informer au préalable** QUALICONSULT de tout procédé relevant d'une **Technique Non Courante** qu'ils entendent prescrire ou mettre en œuvre (respectivement).

Les Techniques Non Courantes regroupent de manière générale les travaux non décrits par des textes officiels, ou relevant :

- de Règles Professionnelles non acceptées par la C2P ;
- d'un Avis Technique (ATec) ou de Document Technique d'Application (DTA) faisant l'objet d'une mise en observation par la C2P ;
- d'une Enquête de Technique Nouvelle (ETN) ou d'un avis de faisabilité (« avis de chantier ») ;
- d'un Pass'Innovation ;
- d'un ATE non complété par un DTA ;
- d'aucune évaluation technique.

QUALICONSULT rappelle qu'une évaluation d'aptitude à l'emploi du procédé prévu est nécessaire afin de constituer un référentiel nous permettant d'exercer notre mission de contrôle technique construction consistant à vérifier la compatibilité de l'emploi de tels procédés avec la mise en œuvre prévue pour l'opération. Cette évaluation ne relève pas de la mission de contrôle technique qui a été confiée à QUALICONSULT. A défaut de transmission de cette évaluation avant l'exécution des travaux, QUALICONSULT serait dans l'obligation d'émettre un avis Défavorable sur l'ouvrage employant ce procédé.

En tout état de cause l'emploi de procédé relevant de Techniques Non Courantes devra faire l'objet d'une déclaration préalable auprès de l'ensemble des assureurs de l'opération (DO, RCD des constructeurs,...) ainsi que celui du Maître d'Ouvrage; ces derniers pourront assujettir leur accord à des conditions spéciales de souscriptions d'assurance.



## 5.4 Avant la fin des travaux (en cas de mission « PV »)

Les entreprises devront procéder aux vérifications finales avant réception sur les installations techniques du bâtiment pour s'assurer de leur bon fonctionnement dans les conditions normales d'utilisation selon les modèles des attestations d'essais de fonctionnement édités par l'Agence Qualité Construction (AQC). Dans le cadre de notre mission PV, les entreprises concernées devront nous adresser leurs attestations d'essais de fonctionnement selon le modèle disponible sur le site internet de l'AQC.

Les installations potentiellement concernées sont les suivantes :

- les installations électriques de logements ou de services généraux ;
- les réseaux d'eau intérieure aux bâtiments ;
- les évacuations d'eau intérieures et extérieures aux bâtiments ;
- les portiers électroniques ;
- la ventilation mécanique contrôlée simple flux et double flux ;
- les installations de chauffage ;
- les portes et portails automatiques pour véhicules et piétons ;
- les protections solaires mobiles motorisées ;
- les volets motorisés, battants, coulissants et roulants ;
- production et distribution de l'eau chaude sanitaire ;
- réseaux de communication VDI.

A défaut d'un modèle disponible, les anciens "PV COPREC" (publiés par le document technique COPREC CONSTRUCTION n°1 d'octobre 1998, Moniteur du 06/11/1998, cahier spécial n°4954) seront recevables dans le cadre de la présente mission pour les installations suivantes :

- les ascenseurs, ascenseurs de charge ;
- les escaliers mécaniques, trottoirs roulants ;
- les réseaux de distribution collective de radiodiffusion ;
- le conditionnement d'air ;
- les fluides médicaux.

## 5.5 Limite de mission

- Le présent rapport ne traite que de la ou des mission(s) de contrôle technique souscrite(s) par le Maître de l'Ouvrage et entrant dans le champ d'application de la norme NF P 03-100
- A contrario, il ne traite pas d'autres missions non visées par la norme telles que :
  - la vérification des installations électriques avant mise sous tension en vue de la délivrance de l'attestation de conformité par le CONSUEL ;
  - la vérification initiale des installations électriques imposée par décret du Ministère du Travail ;
  - toute mission de vérification exhaustive donnant lieu à attestation finale ;
  - toute mission d'audit ou de diagnostic
- Si le Maître de l'Ouvrage a souscrit une ou plusieurs des missions précédentes avec le GROUPE QUALICONCONSULT, c'est au titre de contrats distincts de celui de contrôle technique.

## 5.6 Diffusion des documents produits par QUALICONCONSULT

- Le présent rapport est adressé au Maître de l'Ouvrage par email ainsi qu'aux destinataires en copie (voir renseignements généraux).
- Les avis de la phase exécution seront adressés par mail à l'ensemble des destinataires. Nota : il appartient au Maître d'Ouvrage de transmettre copie de ces avis aux intervenants qui ne nous auraient pas communiqué d'adresse mail.
- Le rapport final sera diffusé de la même manière que le rapport initial.

## 6. NATURE ET PRÉSENTATION DES AVIS

Les avis de QUALICONCONSULT sont présentés sous forme de tableaux comportant 3 colonnes :

Corps d'état		
Identification du point de contrôle	Libellé de l'avis	Référence du(es) document(s) examiné(s)

### 6.1 Avis favorables dans le cadre de la mission de QUALICONCONSULT

A l'exception de ceux relatifs au § 6.2 ci-après, les avis de QUALICONCONSULT sur les documents répertoriés au chapitre 3 sont **FAVORABLES**.

### 6.2 Avis suspendus ou défavorables

Le cas échéant :

- Les avis défavorables sont explicités au chapitre 7.
- Les avis suspendus au sens de l'article 4.2.8 de la NF P 03-100 sur les documents répertoriés au chapitre 3 sont explicités au chapitre 8 du présent rapport.

### 6.3 Formulation des avis

La signification des abréviations utilisées est précisée ci-après :

#### **F : Avis Favorable**

Les dispositions prévues dans les documents examinés n'appellent pas de remarque. Cet avis, formulé dans la limite des précisions fournies par ces documents, pourra être confirmé ou infirmé en fonction des éléments remis lors des phases ultérieures.

#### **S : Avis Suspendu**

Les dispositions prévues dans les documents examinés sont insuffisamment définies. Il y aura lieu de fournir les précisions complémentaires demandées dans des délais compatibles avec la réalisation des travaux, faute de quoi cet avis deviendra défavorable.

#### **D : Avis Défavorable**

Les dispositions prévues dans les documents examinés présentent un risque anormal vis-à-vis de la pérennité de l'ouvrage ou sont incompatibles avec les référentiels concernés (Règles de l'art, règles de calculs, DTU, normes)

#### **SO : Sans Objet**

Les dispositions techniques citées dans le référentiel d'examen ne rentrent pas dans le cadre du projet examiné. Cet avis est notamment formulé en sécurité des personnes, pour les réaménagements de bâtiments existants pour les parties de l'établissement non modifiées par les travaux

#### **HM : Hors Mission**

L'examen des dispositions prévues dans les documents ne relève pas des missions qui nous ont été confiées. Cet examen peut, le cas échéant, faire l'objet de prestations complémentaires.

### 6.4 Commentaires « QC+ »

Dans l'exercice de son rôle de conseil au Maître de l'Ouvrage, QUALICONCONSULT peut émettre des commentaires n'entrant pas dans le cadre des avis suspendus ou défavorables : ces commentaires ont pour objet d'éclairer ce dernier sur des thèmes tels que :

- l'optimisation du projet ;
- d'éventuelles sujétions de mise en œuvre ;
- d'éventuels aléas susceptibles de survenir en cours d'exploitation ;
- et plus généralement toute piste d'amélioration ou de meilleure adéquation du projet au programme.

## 7. RÉCAPITULATIF DES AVIS DÉFAVORABLES

### Maître d'oeuvre

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS DÉFAVORABLE	REFERENCE
SÉCURITÉ INCENDIE ERP		
Issues sur l'extérieures de 3 UP	<p>Les 2 escaliers extérieurs définis à 3 UP doivent présenter une largeur entre main-courante de 1,60 minimum et au niveau des épaules de 1,80 m minimum. A confirmer.</p> <p>L'accès à ces escaliers doit également garantir une largeur de 1,80 m minimum. Ce point ne semble pas respecter entre l'angle du mur du tiers lieu et le mur de soutènement.</p>	PRO_DCE-CREATION D'UN TIERS-LIEU

## 8. RÉCAPITULATIF DES AVIS SUSPENDUS

### Maître d'Ouvrage

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS SUSPENDU	REFERENCE
<b>SOLIDITÉ</b>		
Mission G4	Au vu des travaux de fondations, nous vous conseillons de prendre une mission G4 auprès d'un géotechnicien.	

### Maître d'oeuvre

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS SUSPENDU	REFERENCE
<b>ACCESSIBILITÉ HANDICAPÉS ERP</b>		
Escalier extérieur - caractéristiques	Exigences réglementaires à prendre en compte : - respecter la règle de Blondel : $0,60 \leq 2 \cdot H + G \leq 0,64$ > hauteur inférieure ou égale à 16cm > largeur du giron supérieure ou égale à 28cm - main courante située à une hauteur comprise entre 0,80 et 1,00 m et prolonger horizontalement d'une longueur de marche la première et dernière marche de chaque volée - première et dernière marche visuellement contrastée - nez de marches de couleur contrastée par rapport au reste de l'escalier - nez de marches non glissants - revêtement de sol contrasté et tactile pour l'éveil de la vigilance à 0,50 m de la première marche en haut de l'escalier  L'escalier détaillé dans le document 1061_01 - DCE - Escaliers - Coffrage ne répond pas à la réglementation HAND.	1061_01 - DCE - Escaliers - Coffrage
Sanitaires h/f - Lavabo accessible	Prévoir un lavabo accessible dans les sanitaires h/f. Détails à transmettre.	PRO_DCE-CREATION D'UN TIERS-LIEU
<b>SÉCURITÉ INCENDIE ERP</b>		
Articles AM - Réaction au feu des aménagements	Réaction au feu attendue : - Revêtement tissus acoustique : M2 minimum - Rideaux : M2 minimum  A confirmer.	PRO_DCE-CREATION D'UN TIERS-LIEU
Banquettes - Application AM18	Au vu des linéaires de banquette, il conviendra d'appliquer l'AM 18 §1. - supports M3 - banquettes : instruction technique du 06 mars 2006.	ELEVATIONS MOBILIERS
Calculs des effectifs - Plan de répartition	Il conviendra de nous transmettre un plan localisant les zones à 1 p/m², 2p/m², 3p/m²	PC-NOTICE DESCRIPTIVE DE SECURITE V2
Distribution intérieure - parois	Erreur au §13. Les parois entre locaux accessibles au public et dégagements doivent être EI60 et non EI30 comme indiqué dans la notice.  Nota 1 : toutes les cloisons séparatives des différents volumes doivent être à minima EI60. Nota 2: portes E30 conformes.	PC-NOTICE DESCRIPTIVE DE SECURITE V2
Peinture - AM 4 §3	Confirmer pour les peintures / vernis la prise en compte de l'arrêté du 21 novembre 2002 relatif à la réaction au feu des produits de construction et d'aménagement - Annexe 3. Une attention particulière devra être apportée sur le type de peinture selon les supports notamment ceux en bois.	C.C.T.P. LOT 05 PLATRERIE PEINTURE PLAFONDS
Résine / tapis de sol	La résine employée et les tapis de sol doivent permettre de répondre à l'article AM 7 : M4 ou Dfl-s2.  Absence d'information dans le CCTP Lot 07.	
Stabilité au feu - plancher	Erreur au §29 Le plancher doit être EI 90 et non EI60 comme indiqué dans la notice.  A généraliser sur l'ensemble du plancher haut.	PC-NOTICE DESCRIPTIVE DE SECURITE V2
Stabilité au feu - plancher sous voie engins	Il conviendra de nous confirmer la stabilité au feu de la structure de plancher sous la voie engin.	PC-NOTICE DESCRIPTIVE DE

<b>LIBELLE POINT DE CONTROLE</b>	<b>LIBELLE D'AVIS SUSPENDU</b>	<b>REFERENCE</b>
	Celle-ci doit être EI 90.	SECURITE V2
Structure - stabilité au feu 1h30.	L'ensemble des éléments de structure doivent être stable au feu 1H30 (R90 / REI 90 ...).  A vérifier sur l'ensemble de vos documents.  Ex : Lot 01 §2.9.2 - peinture ignifuge R60.	C.C.T.P. LOT 01 DEMOLITION - MACONNERIE
<b>SOLIDITÉ</b>		
Cuisine - Etanchéité / siphons - Pente	Confirmer la réalisation d'une pente pour le sol de la cuisine. Obligatoire pour un sol équipée d'une étanchéité et de siphons.	C.C.T.P. LOT 06 CARRELAGE FAIENCE
Etanchéité des parois enterrées	Nous préciser le niveau de protection souhaité par la maîtrise d'ouvrage.  Pour mémoire 3 catégories : Il distingue trois catégories (art 7.4.2) : - Première catégorie : Le mur borde des locaux utilisés où aucune trace d'humidité n'est acceptée sur sa face intérieure. - Deuxième catégorie : Le mur borde des locaux pour lesquels l'étanchéité de la paroi n'est pas obligatoire et où notamment des infiltrations limitées peuvent être acceptées - Troisième catégorie : Le mur n'a à assurer aucune fonction autre que la résistance mécanique	C.C.T.P. LOT 01 DEMOLITION - MACONNERIE

## BET CVC - PB

<b>LIBELLE POINT DE CONTROLE</b>	<b>LIBELLE D'AVIS SUSPENDU</b>	<b>REFERENCE</b>
<b>SÉCURITÉ INCENDIE ERP</b>		
CCFs en plancher - coupe-feu 1h30.	Le degré CF des CCFs doit être égal au degré CF des parois franchies.  Pour rappel : les dalles sont réputées CF 90. Confirmer la prise en compte de ce paramètre. Non précisé dans le CCTP Lot 08.  Idem pour les gaines de désenfumage.	A405_CCTP_LOT_8_C VC_PB_DCE_ind0 C.C.T.P. LOT 05 PLATRERIE PEINTURE PLAFONDS
Circulation - Désenfumage	Désenfumage de la circulation : débit prévu de 3600 m3/h.  Débit insuffisant au vu de la configuration de la circulation.	
CTA Compensation - CCF	Nous notons : - des CCFs en entrée de local pour la CTA de l'avant corps - l'absence de CCF pour la CTA de compensation.  A notre sens, il y a une incohérence. A traiter de manière identique.	A405_PL_LOT_8_CVC_ PB_DCE_Ind0
Désenfumage - Alimentation électrique de sécurité	Prévoir une alimentation électrique de sécurité pour le désenfumage mécanique.  Préciser les dispositions prises.	A405_PL_LOT_8_CVC_ PB_DCE_Ind0
Désenfumage - Bouche d'évacuation	Confirmer le respect du §7.2.2 de l'IT 246 : tout point du local ne doit pas être séparé d'une bouche d'extraction par une distance horizontale supérieure à 4 fois la hauteur de référence. (notamment au droit de l'entrée bis du tiers lieu et dans le salon gare connecté)	A405_PL_LOT_8_CVC_ PB_DCE_Ind0
Désenfumage - Débits de fuite	Confirmer la prise en compte des débits de fuite (20%).	A405_SYN_LOT_8_CV C_PB_DCE_Ind0
Désenfumage - extracteurs de désenfumage	La conception des locaux techniques contenant les extracteurs de désenfumage doivent permettre d'assurer leur fonctionnement pendant 1h avec des fumées à 400°C. A confirmer.	
Désenfumage - Gare connecté - Surface	Confirmer que la surface du salon gare connecté est de 272,80 m², sur notre outil nous mesurons une surface de l'ordre de 310 m². Impact sur le dimensionnement du moteur de désenfumage de la zone.	
Gaine - Flocage	Flocage à prévoir pour la portion de gaine entrant dans le local 1318 et de desservant le local extracteur. (p08/08).	A405_SYN_LOT_8_CV C_PB_DCE_Ind0
Salle de répétition - Désenfumage - Bouche d'évacuation	Absence de bouche d'évacuation dans la salle de répétition dans le cas où la cloison mobile est fermée.	A405_PL_LOT_8_CVC_ PB_DCE_Ind0
<b>SOLIDITÉ</b>		

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS SUSPENDU	REFERENCE
Sous-station	Puissance de la sous-station créée dans le local CTA à transmettre.	

## BET Electricité

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS SUSPENDU	REFERENCE
<b>SÉCURITÉ INCENDIE ERP</b>		
Espace de jeux - BAES	BAES à ajouter au droit de la porte de l'espace de jeux donnant sur la circulation.	A405_PL_CFO_CFA_D CE_Ind0-CFO
Salle de répétition - Cloison mobile - BAES	Salle de répétition - le BAES doit être positionné au droit de la porte de la cloison mobile. A confirmer.	A405_PL_CFO_CFA_D CE_Ind0-CFO
Salle de répétition / Espace CTA - Diffuseur sonore	Salle de répétition / Espace CTA - Nous émettons un doute sur la bonne audibilité de l'alarme dans cette zone.	A405_PL_CFO_CFA_D CE_Ind0-CFA
Sanitaires - Flash lumineux	Flash lumineux à disposer dans chaque sanitaire (exception si les parois entre sanitaires ne sont pas tout hauteur).	A405_PL_CFO_CFA_D CE_Ind0-CFA
Sanitaires h/f	Nous vous conseillons l'ajout d'un BAES au droit de la porte des sanitaires donnant sur la circulation.	A405_PL_CFO_CFA_D CE_Ind0-CFO

## BET Géotechniques

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS SUSPENDU	REFERENCE
<b>SOLIDITÉ</b>		
Fondations existantes - Altimétrie	<p>Le rapport ne comporte pas de reconnaissance des fondations existantes.</p> <p>Nécessaire pour prendre les dispositions permettant de ne pas déstabiliser les fondations de l'escalier et du bâtiments existants.</p>	20240530_22.04_Egsol _Rapport_R69-24- 12343G